

À la suite de la publication des postes disponibles pour la campagne de mobilité des spécialistes moniteurs de sport, il est clair que la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP) ne semble pas avoir pris conscience des enjeux pour cette filière.

En effet, malgré la demande de **L'UFAP UNSa Justice** lors d'une réunion bilatérale le 8 Février dernier, seule une partie des postes vacants, soit 67 sur 120, seront ouverts pour les Moniteurs de sport.

L'UFAP UNSa Justice dénonce le manque d'ambition de la DAP envers cette filière, qui attire de moins en moins de professionnels en raison d'une gestion des ressources humaines inefficace. Ouvrir tous les postes vacants permettrait de reconnaître l'implication quotidienne de ces spécialistes et d'augmenter l'attractivité de la fonction pour les surveillants désireux de passer la sélection.

En bloquant ces postes, la DAP risque de pousser davantage les Moniteurs de sport vers d'autres fonctions, ce qui pourrait affecter négativement les établissements pénitentiaires. Pourtant, ces professionnels jouent un rôle essentiel dans la gestion quotidienne de la population carcérale, notamment en période de surpopulation et pendant les périodes de chaleur estivale.

Quel est donc l'objectif poursuivi par la DAP : déstabiliser les établissements et y mettre le feu ? Faire fuir les personnels et externaliser plus encore nos missions ?

Heureusement, seuls les imbéciles ne changent pas d'avis... **L'UFAP UNSa Justice** invite la sous-direction RH à revoir sa position et à corriger le tir rapidement.

Il est temps de faire preuve de stratégie et d'ambition pour cette filière où tout le monde constate la perte d'attractivité !

L'UFAP UNSa Justice refuse de rester les bras croisés et exige l'ouverture à la mobilité de l'ensemble des postes vacants. Il s'agit d'un premier levier indispensable ! Il en va de l'intérêt des personnels, de l'intérêt de la filière et de celui de la DAP !

L'UFAP UNSa JUSTICE, L'ENGAGEMENT QUOTIDIEN AU SERVICE DU TERRAIN !

Pour L'UFAP UNSa Justice
Le Secrétaire Général,
Emmanuel CHAMBAUD